

Service Santé et Protection Animales, Protection de
l'Environnement
57 rue de Mulhouse
CS 53317
21035 Dijon

Dijon, le 03/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARL PARC DE L'AUXOIS

Route Départementale 905
21350 Arnay-sous-Vitteaux

Références : DDPP21 2025 00970
Code AIOT : 0052100021

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/05/2025 dans l'établissement SARL PARC DE L'AUXOIS implanté Route Départementale 905 21350 Arnay-sous-Vitteaux. L'inspection a été annoncée le 06/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été faite conjointement à l'inspection triennale sur les loups.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL PARC DE L'AUXOIS
- Route Départementale 905 21350 Arnay-sous-Vitteaux
- Code AIOT : 0052100021
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc de l'Auxois est parc zoologique. L'activité est classée sous la rubrique 2140 des installations classées et relève du régime de l'autorisation. Il a été autorisé par l'arrêté préfectoral du 26 août 1998. Un arrêté préfectoral de prescription complémentaires du 8 septembre 2023, modifié par arrêtés préfectoraux du 6 mars 2024 et du 2 septembre 2024, fixe la liste et le nombre des animaux autorisés sur le parc.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Des installations d'hébergement et de présentation au public des animaux	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 30	Demande d'action corrective	1 mois
10	Pré-parc des loups	Arrêté Préfectoral du 08/09/2023, article 5	Demande d'action corrective	

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
12	Assainissement	Arrêté Préfectoral du 26/08/1998, article 11	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	De l'organisation générale des établissements.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 4	Sans objet
2	Des conduites d'élevage des animaux.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 16	Sans objet
3	Des conduites d'élevage des animaux.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 20	Sans objet
4	Des conduites d'élevage des animaux.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 24	Sans objet
5	Des conduites d'élevage des animaux.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 25	Sans objet
7	De la surveillance sanitaire des animaux, de la prévention et des soins des maladies	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 47	Sans objet
8	De la prévention des risques écologiques.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 66	Sans objet
9	Animaux dangereux-procédure	Arrêté Préfectoral du 08/09/2023, article 3	Sans objet
11	Assainissement	Arrêté Préfectoral du 26/08/1998, article 11	Sans objet
13	Produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 26/08/1998, article 12	Sans objet
14	Mesures générales	Arrêté Préfectoral du 06/08/1998, article 16.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a ciblé que quelques enclos: les loups de Mackensii, les loups arctiques, les dingos, les marmottes, les chiens de prairie et les tortues de Floride. Elle a permis de constater les modalités de réalisation des enclos pour les nouveaux animaux accueillis (marmottes) ou ceux qui ont fait l'objet d'un APC (chiens de prairie, tortues de Floride).

Sur les points observés, aucune non-conformité majeure n'a été relevée. Néanmoins le suivi des rejets de la station d'épuration et leur conformité doivent être faits de manière plus rigoureuse. La remarque concernant la périodicité des analyses a déjà été faite lors de la précédente inspection.

Le parc de l'Auxois prévoit un agrandissement de son site et une demande d'autorisation environnementale est en cours d'élaboration.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : De l'organisation générale des établissements.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 4
Thème(s) : Autre, Certificat de capacité
Prescription contrôlée : Sans préjudice des responsabilités exercées par les autres personnels, les titulaires du certificat de capacité prévu à l'article L. 413-2 du code de l'environnement exercent une surveillance permanente de l'établissement dans lequel ils sont affectés aux fins de mettre en œuvre et contrôler les dispositions prises en application de l'article L. 413-3 du code de l'environnement. Cette surveillance requiert l'occupation du poste à temps complet au sein de l'établissement, les absences des titulaires de certificat de capacité devant être limitées aux périodes légales de repos et de congé, aux périodes nécessaires à leur formation ainsi qu'aux déplacements à caractère professionnel. Les titulaires du certificat de capacité doivent posséder un pouvoir de décision et un degré d'autonomie suffisants pour leur permettre d'assurer leurs missions.
Constats : Les titulaires des certificats de capacité pour la présentation au public d'animaux de la faune sauvage sont M. Eric Mutter et M. Sébastien Mutter, tous deux co-gérants du parc animalier et présents sur site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Des conduites d'élevage des animaux.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 16
Thème(s) : Autre, Procédure
Prescription contrôlée : Les animaux sont observés au moins quotidiennement par le personnel chargé directement de leur entretien. Une surveillance destinée à détecter l'apparition d'anomalies comportementales est notamment effectuée. Les facteurs provoquant ou favorisant les anomalies comportementales doivent être recherchés et les mesures nécessaires à leur correction doivent être mises en œuvre.
Constats : Ce jour, ont été vu les enclos des loups de Mackensii, les loups arctiques et des dingos. Les animaux sont observés chaque jour.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Des conduites d'élevage des animaux.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 20
Thème(s) : Autre, Nourrissage
Prescription contrôlée : Les établissements disposent de locaux réservés au stockage des aliments et à la préparation de la nourriture. Les déchets issus de la préparation des aliments sont stockés de manière nettement séparée des lieux où sont stockés ou préparés les aliments. La conservation des aliments réfrigérés, congelés ou surgelés est effectuée dans des enceintes prévues à cet effet. Leur température est régulièrement contrôlée. Tous ces locaux et enceintes sont maintenus en permanence en bon état de propreté et d'entretien. Les cuisines sont nettoyées au minimum quotidiennement. Les matériels utilisés pour la préparation et la distribution des aliments et de l'eau doivent pouvoir être facilement nettoyés et sont maintenus en bon état de propreté et d'entretien.

Constats : L'établissement dispose d'une cuisine dédiée à la préparation des repas des animaux. La conservation des aliments se fait dans des réfrigérateurs ou des congélateurs. Le jour de l'inspection les locaux étaient propres, ainsi que la vaisselle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Des conduites d'élevage des animaux.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Espèces dangereuses
Prescription contrôlée : Des procédures écrites fixent les conditions d'intervention du personnel participant à l'entretien des animaux d'espèces considérées comme dangereuses.
Constats : Le parc dispose de procédures d'intervention concernant les animaux dits dangereux. Les consignes sont rappelées de manière synthétique sur la porte des enclos.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Des conduites d'élevage des animaux.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Capture
Prescription contrôlée : Le personnel habilité à cet effet doit avoir rapidement à sa disposition les matériels de capture, de contention et d'abattage appropriés à chaque espèce ainsi que les matériels de protection nécessaires, tels vêtements, gants, bottes, lunettes et masques. En cas de danger, l'abattage d'un animal ne peut être effectué que s'il est de nature à éviter une blessure ou à sauver une vie humaine. Cette mesure ne doit être prise que lorsque tous les autres moyens pour repousser ou capturer l'animal sont ou se révèlent inopérants.
Constats : L'inspection de ce jour concernait les loups. Pour ce point, l'établissement dispose d'un fusil hypodermique présent sur le site (une dizaine de salariés entraînés, les produits sont stockés chez le vétérinaire sanitaire (à Vitteaux)) et d'une arme létale (2 salariés possèdent une licence de tir). Des exercices de simulation d'évasion d'animaux sont organisés avec les salariés. Les autres moyens de captures n'ont pas fait l'objet de constat.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Des installations d'hébergement et de présentation au public des animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 30
Thème(s) : Autre, Installation – enclos
Prescription contrôlée : Les installations destinées à maintenir les animaux dans les lieux où ils sont hébergés, sont conçues de manière à préserver l'intégrité des animaux et à prévenir l'apparition d'accidents. Les clôtures sont suffisamment visibles pour les animaux. L'utilisation des fils barbelés pour la confection des clôtures des enclos hébergeant les animaux est interdite. Les appareils et fils électriques ne doivent pas pouvoir être détériorés par les animaux. Si des lieux où sont hébergés des animaux sont inondables, les établissements disposent d'autres lieux d'hébergement où les animaux pourront, le cas échéant, être acheminés.
Constats : Les enclos suivants ont été vus ce jour: loups de Mackensii, loups arctiques, dingos, marmottes, chiens de prairie, tortues de Floride. Les clôtures sont bien visibles. Pas d'usage de fil barbelé. Concernant l'enclos des marmottes, l'angle reliant le mur du fond et le mur latéral gauche présente des arêtes saillantes risquant de blesser les animaux. Il est d'une hauteur insuffisante par rapport au terrain de l'enclos compte tenu des capacités des marmottes à édifier des monticules.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : De la surveillance sanitaire des animaux, de la prévention et des soins des maladies

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 47
Thème(s) : Élevage, Cadavres
Prescription contrôlée : Les cadavres d'animaux sont retirés le plus rapidement possible des lieux où sont hébergés les animaux. Ils sont stockés dans des endroits réservés à cet effet, éloignés des lieux d'hébergement des animaux et des autres activités de l'établissement faisant l'objet de précautions hygiéniques. Les cadavres doivent être éliminés dans les conditions fixées par le règlement n° 1774 / 2002 CE du 3 octobre 2002 et les articles L. 226-1 et L. 226-2 du code rural. Les lieux de stockage des cadavres doivent être nettoyés et désinfectés à une fréquence adaptée. Les cadavres d'animaux ne peuvent être manipulés que par des personnes autorisées et munies de protections suffisantes.
Constats : Les animaux sont retirés par l'équarrissage. Les bons ont été vus le jour de l'inspection. Le prestataire était ATEMAX jusqu'au 31/12/2024. C'est SECANIM depuis le 1er/01/2025. L'exploitant dispose de congélateurs dédiés pour stocker les cadavres des animaux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : De la prévention des risques écologiques.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 66
Thème(s) : Risques chroniques, Effluents
Prescription contrôlée : Une aire cimentée permet le stockage des fumiers. Elle est munie d'une fosse étanche pour la récupération des jus sauf dans le cas de fumière couverte ou de fumier compact pailleux. Cette aire est dégagée aussi souvent que nécessaire, sans préjudice des dispositions réglementaires relatives aux conditions d'épandage des fumiers. Si les fumiers sont destinés à être épandus sur des terrains agricoles, leur maturation est suffisante pour prévenir les risques visés à l'article 64 du présent arrêté. Ces dispositions ne s'appliquent pas si les fumiers sont remis dans les meilleurs délais à un établissement spécialisé dans le traitement des effluents. Les fumiers ne peuvent en aucun cas être utilisés pour la fumure des cultures maraîchères.
Constats : L'établissement dispose d'une aire de stockage des fumiers bétonnée et couverte. Le fumier est très pailleux. Il est destiné au compostage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Animaux dangereux- procédures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/09/2023, article 3
Thème(s) : Autre, Espèces dangereuses
Prescription contrôlée : Des procédures spécifiques applicables à chaque espèce d'animal ou groupe d'animaux dangereux tels que définis à l'arrêté du 21 novembre 1997 seront rédigées sous un délai de 3 mois.
Constats : Les procédures ont été rédigées et fournies à l'inspection le 5 décembre 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Pré-parc des loups

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/09/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Installation – enclos
Prescription contrôlée : La clôture du pré-parc des loups arctiques est équipée, sur sa partie haute, d'un retou rintérieur suffisant pour éviter tout risque d'évasion.
Constats : La modification n'a pas été faite. L'exploitant indique que cet enclos n'est pas utilisé pour abriter des loups. Il sert de sas lorsque le personnel doit entrer dans l'enclos avec du matériel d'entretien.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 11 : Assainissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/1998, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Effluents
Prescription contrôlée : Les fosses septiques sont vidangées en tant que de besoin, et au moins une fois par an, par une entreprise spécialisée. Un contrat d'entretien et de maintenance pour la micro station d'épuration sera passé avec une société spécialisée. Ce contrat devra impérativement prévoir une visite systémique de la société mandatée avant et après les périodes d'affluence ainsi que durant l'été. La micro station d'épuration sera vidangée en tant que de besoin et au moins une fois par an par une société spécialisée. Les boues seront acheminées sur un site de traitement autorisé, ou bien épandues. Dans ce deuxième cas, l'exploitant devra : - faire réaliser une étude préalable de l'innocuité et de la valeur fertilisante des boues ; - présenter un plan d'épandage des boues, basé d'une part sur l'étude ci-dessus, et d'autre part sur une étude agropédologique et hydrogéologique de l'aptitude des sols à l'épandage ; - faire réaliser l'épandage conformément à la réglementation en vigueur (respect des interdictions d'épandage, tenue d'un cahier d'épandage, etc.) Les comptes rendus de visites de contrôles, les factures de vidanges ainsi que les résultats d'analyses éventuels seront tenus à la disposition de l'administration.
Constats : Les fosses ont été vidangées par l'entreprise Godard le 27/03/2025. Elles sont vidangées 2 à 3 fois par an. La station d'épuration est suivie par l'entreprise SESEM. La dernière visite date du 04/11/2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Assainissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/1998, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Effluents
Prescription contrôlée : La canalisation de rejet doit comporter un dispositif de prélèvement d'échantillons représentatifs, pour mesures et analyses. L'exploitant fera réaliser à ses frais au moins un contrôle annuel, au cours des mois de juillet ou août, par un laboratoire agréé, portant sur les paramètres DCO, DBO5, MES et pH. Les résultats de ce contrôle seront adressés par l'exploitant à l'Inspecteur des Installations Classées, au service chargé de la police des eaux (Direction Départementale de l'Équipement), et à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. Les valeurs limites des rejets sont : MES 30mg/l, DBO5 40 mg/l, DCO 125 mg/l, pH 5,5-8,5
Constats : Les dernières analyses des rejets de la station d'épuration pour les paramètres pH, MEST, DCO et DBO5 datent de 2022. Les valeurs de MEST et de DCO ne sont pas conformes. Les valeurs mesurées sont respectivement 140mg/l et 209 mg/l. Or les valeurs limites de rejets sont fixées à : MEST: 30 mg/l DCO: 125 mg/l La fréquence d'analyse n'est pas conforme.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/1998, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage produits dangereux
Prescription contrôlée : Le stockage des produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés), doit être effectué dans un local fermé à clef, sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.
Constats : La cuve à gasoil est une cuve double paroi.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Mesures générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/1998, article 16.2
Thème(s) : Risques accidentels, Électricité
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont réalisées conformément aux normes françaises C15 100 et suivantes et au décret n°88-1050 du 14 novembre 1988 relatif à la protection des travailleurs contre les risques électriques. Ces installations sont contrôlées par un organisme agréé avant leur mise en service.
Constats : Les installations électriques ont été vérifiées le 21/06/2024 par l'entreprise SOCOTEC. Le rapport ne mentionne pas de non-conformité. Les installations électriques sont suivies par l'entreprise Bruneau de Venarey-les-Laumes
Type de suites proposées : Sans suite